

RAPPORT

LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE AU SÉNÉGAL:

DAKAR ET THIÈS



CENTRO DE ATENCIÓN A GAYS Y LESBIANAS
GAY-ÉTA LESBIYAÑEN ATENZIDJO ZENTRIKK



TITRE : La diversité sexuelle et de genre au Sénégal : Dakar et Thiès.

AUTEURES : Cristina Rueda, Elena Olaortua, Amparo Villar et Lala Mujika.

AVEC LA COLLABORATION DE : Diputación Foral de Gipuzkoa, Departamento de Cultura, Turismo, Juventud y Deportes.

TRADUCTIONS : Barthelemy Edouard Sarr, Garazi Eizagirre, Pilar Artaloytia et Begoña Montorio.

CORRECTION DU STYLE : Ana Ureta.

DESIGN ET MISE EN PAGE : Lankopi.

ANNÉE ET LIEU D'ÉDITION : Septembre 2020. Bilbao.



L'usage commercial de cette œuvre originale ou d'éventuelles œuvres dérivées, est interdit. La distribution des dites œuvres doit se faire sous licence identique à celle encadrant l'œuvre originale.

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/legalcode>

Ce rapport est l'un des fruits du travail réalisé dans le cadre du projet "Les délits de haine pour DSG sous une optique globale, phase III"+ financé par la Diputación Foral de Gipuzkoa.



ALDARTE Centro atención LGTBI+
Berastegi 5-5° 48001 Bilbo
944237296-665734428
www.aldarte.org
<https://kooperaldarte.org>



**Gipuzkoako
Foru Aldundia**
Diputación Foral
de Gipuzkoa

INDEX

PRÉSENTATION	4
a. Considérations préalables	6
REMERCIEMENTS	7
CONTEXTE : HOSTILE ET DANGEREUX	8
a. Législation : l'homophobie d'État	10
b. Politique : le manque de volonté politique	10
c. Société : le rejet	12
d. Les médias : les haut-parleurs de la haine	14
e. Religion : l'influence du radicalisme	15
SITUATION DU COLLECTIF LGTBI : PERSÉCUTION ET INVISIBILITÉ	17
ASSOCIATIONNISME	19
FEMMES LESBIENNES ET BISEXUELLES : LA NÉGATION DE LA SEXUALITÉ	21
PRÉJUGÉS ENVERS LES PERSONNES LGTBI	23
DÉLITS ET DISCOURS DE HAINE : VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS	24
PROPOSITIONS FACE AUX VIOLENCES	25
DÉFIS ET AVENIR	28
CONCLUSIONS	31
ANNUAIRE DES ORGANISMES	33
BIBLIOGRAPHIE	34



PRÉSENTATION

L'initiative présente trouve son origine dans l'expérience des premières phases du projet *"Les délits de haine à l'égard de la DSG sous une optique globale"*, où nous avons remarqué l'absence d'informations sur cette thématique, ce qui empêche l'existence d'un cadre analytique global spécialisé sur les délits de haine pour diversité sexuelle et de genre (nommée ci-après DSG). Concrètement, dans des contextes précis, comme c'est le cas en



Afrique, ce manque est accentué. On y constate une grande méconnaissance du collectif LGTBI et l'importance des violences subies par ce collectif.

L'objectif principal de ce rapport est, par l'approche de contextes concrets, de continuer à élaborer des outils qui alimentent une réflexion théorique sur la problématique des délits de haine à l'encontre de la DSG permettant d'articuler des propositions pratiques pour une prise en compte politique et faciliter leur dénonciation.

Le rapport que nous vous présentons se veut être une photographie de la situation des personnes LGTBI au Sénégal, et plus précisément, à Dakar et à Thiès, où ALDARTE s'est déplacée pour entrer en contact avec ces personnes. Pour rédiger ce rapport, nous nous sommes servis de l'information obtenue à la lecture des documents rédigés par ce collectif au Sénégal concernant la violation des droits de l'Homme (nommés ci-après DDH) et du travail de terrain réalisé au mois de février 2020 par trois représentants d'ALDARTE qui se sont déplacés à Dakar et à Thiès, dans le cadre d'un projet de l'ONG Médecins du Monde. Pendant deux semaines, ces personnes ont pu rencontrer et discuter avec des représentants du collectif LGTBI, de divers organismes publics et d'organismes pour la défense des DDH.

Nous espérons que ce rapport ouvre la voie à d'autres organismes de Guipuzcoa souhaitant aborder la thématique des délits de haine à l'encontre de la DSG au Sénégal et que les contacts établis servent à élargir le champ d'action du RÉSEAU International pour la défense de la diversité sexuelle et de genre. Pour faciliter ce travail, nous joignons en annexe un annuaire d'organismes de défense des DDH et LGTBI du Sénégal, concrètement de Dakar et de Thiès.

CONSIDÉRATIONS PRÉALABLES

Dans ce rapport, par mesure de sécurité, ne figureront pas les noms des personnes interviewées au sujet de la DSG. Néanmoins, il nous a semblé essentiel de transcrire leurs témoignages et expériences à la première personne, reprenant leurs propres mots tels que nous les avons recueillis. C'est pourquoi les récits des personnes, entités ou organismes ayant participé à ce rapport, apparaîtront littéralement, entre guillemets et en italique.

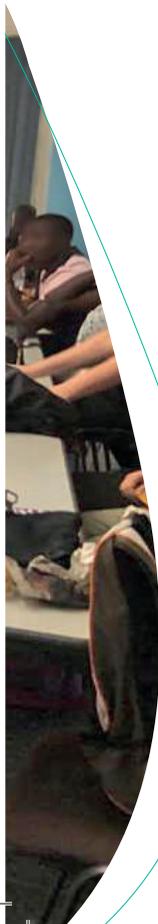
De même, l'annuaire annexé à la fin de ce rapport a été établi avec les précautions nécessaires en préservant la sécurité du travail de ces organismes; c'est pourquoi des données d'identification et des activités réalisées ont été omises pour préserver la sécurité des personnes qui en font partie.



Quand, au sein d'ALDARTE nous nous référons à la DSG par rapport à des personnes et/ou des collectifs, nous utilisons la dénomination "LGTBI" qui, pour nous, inclut la vaste diversité des sexualités, des genres et de la corporéité.

Néanmoins, compte tenu du contexte sénégalais, nous utilisons à certaines occasions, dans ce rapport, le mot "homosexualité" car c'est le terme qui est principalement utilisé au Sénégal pour aborder la DSG.

Et cette homosexualité se réfère essentiellement aux hommes gays, ce qui reflète l'invisibilité des femmes LBT (lesbiennes, bisexuelles et trans).



REMERCIEMENTS

Tout d'abord, il est indispensable de nommer toutes les personnes interviewées et les organismes qui ont participé de quelque manière que ce soit à l'élaboration de ce rapport. C'est pourquoi nous voulons remercier de tout cœur pour leur implication :

Juana Alonso, D.T. Dakar, l'Ambassade espagnole à Dakar et l'AECID (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement), Codou Bop, Dr. Ndiaye, O.B.S., E.D., Fatou Kiraay, K.A.C. et Hada Iris, Hélène Steiner, Médecins du Monde Biscaye et Sénégal, KIRAAY, RENAPOC, EVA +, FAGARU, AIDS SENEGAL, AIDS, PAC-DH, KARLENE.

CONTEXTE : HOSTILE ET DANGEREUX

En premier lieu, nous allons essayer de répondre à la question suivante : **quelle est la situation actuelle des personnes LGBTI au Sénégal ?** Selon dénoncent les militants LGBTI et les ONG qui travaillent sur le terrain au Sénégal, rencontrés à plusieurs reprises dans des réunions tenues ces dernières années, le collectif LGBTI est en train de subir **un grand revers en matière sociale et de droits**, et par rapport à la tolérance et permissivité qui existaient il n’y a pas si longtemps envers l’homosexualité.

En ce qui concerne les personnes LGBTI, les nouvelles fréquentes sont : des tentatives de lynchage, des stigmatisations, des agressions ou des peines de prison, qui continuent à être monnaie courante dans un pays dans lequel une disposition légale pénalise les “actes contre nature”. Dans le Code pénal de 1965¹ du Sénégal, article 319(3) l’acte homosexuel est défini comme un délit contre nature. Nous aborderons plus loin la question juridique.

Nonobstant, il faut souligner que malgré ces lois, le Sénégal a ratifié la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux pour la protection de DDH.

Dans ce contexte hostile et dangereux, nous trouvons une foulditude d’exemples de persécution envers le collectif au cours des dernières années :

- Le 24 décembre 2015², dans une école de Kaolack, un couple gay décide de célébrer un mariage symbolique (non permis par la loi) et invite ses amis qui s’y rendent depuis divers points

du pays. La police a fait irruption à la fête et a arrêté 11 des 40 personnes présentes. Le lendemain, après la parution de la nouvelle dans la presse, des dizaines de personnes survoltées se sont rassemblées devant le commissariat de police avec l’intention de lyncher les jeunes qui ont dû fuir de la ville, certains sont partis à Dakar, d’autres même à l’étranger, laissant derrière eux leurs vies et leurs postes de travail.

Suite à ces événements, l’association islamique Jamra, très présente comme faisant partie d’un lobby de pression homophobe depuis des années au Sénégal, a décidé d’aller plus loin en réclamant une loi contre l’homosexualité, qui, même si finalement elle n’a pas été approuvée, a occupé pendant des mois l’agenda politique.

- En août 2016³, le tribunal de Dakar a déclaré sept hommes coupables “d’actes antinaturels”, les condamnant à deux ans de prison. Plusieurs journaux ont révélé les identités de ces hommes, publiant commentaires homophobes et diffamatoires. Six d’entre eux ont été enfermés dans une prison à Diourbel, éloignés de leurs familles et de leurs réseaux d’appuis. Ils ont été acquittés en appel et libérés en janvier 2017.
- Le 8 juin 2018, la police a détenu deux demandeurs d’asile de Gambie à l’est de Dakar, après avoir réalisé une perquisition de leur maison.

1 Code pénal Sénégal: <https://wipolex.wipo.int/en/text/181502>

2 Rapport “Homophobie d’État” (ILGA, 2017) https://ilga.org/downloads/2017/ILGA_Homofobia_de_Estado_2017_WEB.pdf

3 Article “Sénégal : les grands discours, mais les actes ne suivent pas”. 31ème session du groupe de travail, novembre 2018. (Amnesty International).

- Le 5 juillet 2019, l'artiste Wally Seck est apparu dans un concert public vêtu d'un tee-shirt avec un arc-en-ciel, symbole de la communauté LGBTBI. Le lendemain de ce concert, un célèbre imam du pays a accusé le jeune chanteur d'être membre et défenseur de cette communauté, et l'association Jamra a menacé de révéler les noms des organismes LGBTBI, de leurs leaders ainsi que leurs coordonnées. Au même moment, ils ont lancé un appel pour identifier les personnes homosexuelles dans les quartiers et les dénoncer à la justice ou les expulser.

Aussi, tel qu'exposé dans ce rapport, les collectifs et personnes avec qui nous avons travaillé et que nous avons rencontrés et interviewés ont témoigné de nombreux épisodes de violence et LGBTBIphobie : viols, agressions physiques, détentions, pertes d'emploi...

Tous ces récits montrent que les dernières années et **les derniers mois ont été compliqués pour les personnes LGBTBI du Sénégal**. Le contexte général est hostile et plonge ces personnes dans une insécurité constante.



A. LÉGISLATION : L'HOMOPHOBIE D'ÉTAT

Comme il a déjà été précisé, même si le gouvernement du Sénégal a ratifié la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux pour la protection des DDH, les droits des personnes LGTBI ne sont pas encore respectés.

L'homosexualité au Sénégal est punie depuis 1965 et, contrairement à d'autres pays africains, les lois contre la sodomie ont été adoptées après leur indépendance obtenue de la part de la France, même si l'actuel code pénal sénégalais est une copie du code pénal français des années 40, d'où le terme "acte contre nature", instauré par les Français.

Même si la loi existe depuis plusieurs décades, il est évident que son application s'est intensifiée entre 1990 et 2000. De plus, les événements vécus ces derniers mois, confirment la tendance vers une aggravation des DDH pour les personnes LGTBI.

Les personnes LGTBI sont persécutées en accord avec l'article 319.3 du Code Pénal formulé ainsi :

"Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100.000 à 1.500.000 francs, quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe. Si l'acte a été commis avec un mineur de 21 ans, le maximum de la peine sera toujours prononcé".

La question est que ce qu'on entend par acte "contre nature" n'est pas défini, alors qu'il n'est utilisé qu'à l'égard des personnes homosexuelles.

Sur ce point, plusieurs des personnes rencontrées ont des opinions divergentes. D'un côté, elles

disent que la **loi à aucun moment ne pénalise l'homosexualité** en tant que telle, car elle ne définit, ni explicitement ni précisément en quoi consistent les actes contre nature, signalant qu'il s'agit "d'une "lecture abusive" de cet article et que la pénalisation de l'homosexualité, du fait d'être LGBTI est sujet à des interprétations". D'un autre côté, nous avons entendu que **ce qui est pénalisé est l'acte en soi, le fait d'avoir des relations, des pratiques sexuelles, et non pas le fait d'être LGTBI.**

Au-delà des interprétations, au niveau international, on considère que le Sénégal est l'un des 68 états de l'ONU où les relations entre personnes du même sexe sont considérées comme illégales, selon ce qu'indique le rapport "Homophobie d'État" (2019) réalisé par l'ILGA (Association internationale de lesbiennes, gays, trans, bissexuelles).

B. POLITIQUE: LE MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE

Nous pouvons affirmer qu'au Sénégal, malgré le fait que les accords internationaux en matière de défense des DDH aient été ratifiés, il n'y a jamais eu de véritable volonté politique pour modifier le Code pénal ni pour contribuer à l'acceptation sociale de la diversité sexuelle et de genre, mais plutôt le contraire. **Le pouvoir politique a été, en bien des occasions, le lanceur et le haut-parleur pour répandre et légitimer le discours de haine de certains groupes sociétaux comme les religieux radicaux**, qui exercent une grande influence sur le pouvoir politique, contribuant à créer un climat de rejet envers les personnes LGTBI.

Dans son deuxième cycle d'EPU¹ le gouvernement sénégalais a reçu 7 recommandations (de Belgique, Grèce,

1 Examen périodique Universel sur la situation des droits de l'Homme dans les États membres de l'ONU.
<https://www.derechoshumanos.net/ONU/ExamenPeriodicoUniversal-EPU.htm>

Allemagne, Irlande, Pays Bas, Suisse et Mexique) pour abroger l'article 319 du Code pénal. Le gouvernement a rejeté toutes les recommandations en prétextant que ledit article doit être interprété comme **une punition contre "les actes contre nature commis en public" et que personne n'a été incarcéré "par homosexualité"** au Sénégal.

Pendant la campagne électorale de l'année 2012, l'actuel président Macky Sall s'est vu forcé de démentir qu'il souhaitait dépénaliser l'homosexualité suite à une virulente campagne qui l'associait à l'organisation "Lobbies pro gay". S'il ne l'avait pas démenti, il n'aurait probablement pas gagné les élections. En 2013, pendant la visite du président Barack Obama à Dakar, les journalistes américains l'ont encore interrogé à ce sujet et Macky Sall a répété sa fameuse phrase : "La société sénégalaise n'est pas prête" à assumer cette hypothétique dépénalisation.

En mars 2016, dans le contexte des débats sur la réforme constitutionnelle, le président a affirmé expressément que la loi pénalisant les relations sexuelles entre personnes du même sexe, ne serait jamais abrogée pendant son mandat car le pays n'était pas prêt pour une légalisation des relations homosexuelles. Depuis, il a répété en nombreuses occasions que la dépénalisation n'arrivera pas tant qu'il sera au pouvoir et que la pression des pays occidentaux ne le fera pas changer d'avis².

Le dernier exemple de ce manque de volonté politique, nous le trouvons très récemment. En février 2020, pendant la visite du Premier Ministre du Canada au Sénégal, le président sénégalais affirmait "qu'ils sont très à l'aise avec leurs lois" par rapport à la demande de dérogation des lois contre l'homosexualité, car au Sénégal –

toujours selon ses mots- les DHH sont respectés, mais il ne pourrait pas y avoir de changement à propos des lois sur l'homosexualité car la société sénégalaise n'était pas encore prête : "Nous ne pouvons pas demander au Sénégal de légaliser l'homosexualité et d'organiser une Gay Pride demain, c'est notre façon de vivre et d'être, ça n'a rien à voir avec l'homophobie"³.

De plus, dans l'agenda politique du pays le durcissement des lois contre l'homosexualité a été abordé à plusieurs reprises, comme en 2016, quand à l'instar de quelques organismes religieux et de quelques représentants parlementaires, une proposition de loi plus restrictive a été introduite à l'Assemblée Nationale. Si elle avait été approuvée, elle aurait criminalisé plus durement le fait d'être LGTBI. Finalement, cette proposition n'a pas été acceptée, mais elle laisse entrevoir et confirme que le sujet est toujours sur la table.

D'après les personnes que nous avons rencontrées, les politiques utilisent l'homophobie pour gagner des voix ou pour critiquer leurs adversaires et même si publiquement ils ne s'engagent pas à réaliser des changements, au niveau personnel, ils peuvent le faire : "C'est un argument politique que souvent les partis de l'opposition ou ceux qui sont au pouvoir utilisent comme instrument soit pour gagner des votes, soit pour en faire perdre à d'autres personnes ou partis".

En plus, certains pensent que le sujet dépasse la question politique et que même si : "Le président sénégalais voulait changer de position à ce sujet, la société sénégalaise ne serait pas d'accord, il y aurait de fortes pressions de la part des leaders religieux, et même qu'il pourrait y avoir un soulèvement", déclare une personne du milieu religieux.

2 Seneweb, 15 mars 2016. https://www.seneweb.com/news/Politique/macky-sall-sur-l-rsquo-homosexualite-laq_n_176927.html

3 ABC news. <https://abcnews.go.com/International/wireStory/canadian-pm-trudeau-raises-gay-rights-senegal-leader-68941144>

C. SOCIÉTÉ : LE REJET

Selon l'Afro-baromètre de 2015, seulement 3% des citoyens du Sénégal affirment qu'ils ne s'offusqueraient pas d'avoir une personne homosexuelle comme voisin.e. Cette information souligne le fait que les personnes LGBTI subissent stigmatisations et discriminations dans toutes les sphères sociétales et sont régulièrement victimes de violences verbales, physiques et symboliques de la part leurs familles, de leurs communautés et des services publics (éducation, santé, etc.).

Selon les témoignages que nous avons recueillis auprès de personnes du milieu religieux, "c'est très mal vu, c'est pour cela qu'ils vivent en marge de la société. Si nous savons qu'une personne est homosexuelle, il ne faut pas la

saluer ni lui donner à manger et même quand ils sont morts, ils n'ont pas le droit d'être enterrés dans nos cimetières. Les leaders religieux donnent des conférences expliquant que les personnes du collectif LGBTI ne peuvent pas intégrer notre société et qu'il faut les rejeter", nous aborderons plus loin cette question en rapport avec l'influence de la religion.

Cette situation de discrimination et de violence systématique empêche l'accès aux droits fondamentaux, tels que l'éducation, l'emploi, la propriété privée, la santé et le fait de pouvoir vivre dans un milieu sain et sécurisé.

Au niveau socioculturel, **la DSG est considérée comme quelque chose de négatif**. Comme nous l'a expliqué une représentante féministe, il s'est produit une "diabolisation", une



identification négative : *“On les a diabolisés au travers d’images médiatiques en rapport avec la pédophilie, les actes contre-nature, la violence, les maladies et autres, finalement l’image créée est très négative or en réalité on ne les connaît pas, on ne sait pas comment identifier une personne homosexuelle”*.

En plus, **ce sujet est perçu comme occidental**.

Le Sénégal est plongé dans un processus de recherche d’une identité nationale et africaine dans le cadre d’un processus global, comme une lutte contre le néocolonialisme. Il y a un rejet politique et social face à tout ce qui arrive de l’extérieur et ceci est amplifié par le fanatisme religieux, ce qui a des conséquences directes et très négatives pour le collectif LGBTI.

Une autre question abordée par certaines personnes travaillant dans le milieu de la coopération et de la diplomatie, en rapport avec le contexte social, est la **radicalisation** croissante face à des personnes LGBTI ; une radicalisation très influencée par un fondamentalisme religieux inédit jusqu’à présent. Traditionnellement au Sénégal existait la figure du *gordjiguen* (homme-femme en wolof, langue locale majoritaire au Sénégal), c’était un homme “travesti” ou avec un aspect “efféminé” qui était socialement accepté et qui avait un rôle défini dans la communauté car il s’occupait d’organiser des célébrations, accompagnait les grandes dames, animait les cérémonies et distribuait des cosmétiques. Par contre, dans l’actualité, si un homme porte un sac à main dans la rue, il s’expose à subir des violences. **Le binarisme de genre est conçu comme un héritage colonial**. Il semble que le colonialisme a rompu avec cette tradition et a imposé le binarisme.

Une femme féministe que nous avons interviewée, nous disait qu’il y a 30 ans le Sénégal n’était pas un pays homophobe, que

les personnes homosexuelles pouvaient vivre avec une certaine tranquillité et elle considère que l’augmentation de l’homophobie est due au renforcement du fondamentalisme religieux. En réalité, il n’y a pas énormément de personnes derrière le “lobby islamique” qui fait pression pour changer les valeurs traditionnelles, mais il y a des intérêts internationaux pour que cela soit ainsi. Cette femme nous disait *“Ce lobby reçoit beaucoup d’argent de l’Arabie Saoudite qui a des médias à sensation de son côté et compte sur des appuis politiques très favorables car ils considèrent que l’Etat ici est très faible et influençable”*. Ils reprochent au gouvernement de ne pas défendre les droits des citoyens et d’écouter les fondamentalistes avec des intérêts partisans, pour gagner des voix.

Tout cela a comme conséquence que la pression sociale envers le collectif LGBTI est très élevée et plus agressive que celle exercée par le gouvernement. Cette situation, loin de se calmer, est en train de s’aggraver à cause d’une plus grande présence du wahhabisme¹ et de la radicalisation croissante de la société à ce sujet.

Le Sénégal n’est qu’un exemple de l’aggravation de la LGBTIphobie, dans le continent africain. Fait déjà dénoncé en nombreuses occasions par les ONG de défense des DDH comme Amnesty International et Human Right Watch.

Ce contexte hostile, tel que dénoncé par la pensée féministe, fait que : *“Ce qui est normal, qui est devenu courant est que les personnes homosexuelles tendent à se cacher, à faire profil bas et ceci est commun à tous les pays africains”*. C’est-à-dire, que les personnes LGBTI ne se rendent pas visibles en tant que telles car elles ont peur des agressions et d’être discriminées.

1 <https://es.wikipedia.org/wiki/Wahabismo>

D. LES MÉDIAS : LES HAUT-PARLEURS DE LA HAINE

Le progrès technologique et des médias dans le pays, le fait que les réseaux sociaux permettent de communiquer très facilement et avec une grande influence, ont accru leur rôle au sujet de la diversité sexuelle et de genre.

Depuis 10 ans environ, les personnes LGTBI sont devenues un sujet à sensation et toute information à leur égard est publiée, ce qui a conduit à une **surexposition publique des personnes LGTBI qui véhicule une image très négative de l'homosexualité car elle est associée à la propagation du VIH, à la pédophilie et à la délinquance.**

Les préjugés et les stéréotypes envers les personnes LGTBI sont publiés sans être contrastés et sans aucun filtre. Selon les personnes interviewées, la presse "à sensation" **ne fait preuve d'aucune rigueur dans le traitement d'informations concernant les personnes LGTBI, étant capable de présenter comme normales les agressions que subissent ces personnes, les justifiant même.**

De plus, la presse a été sollicitée à de nombreuses reprises pour publier des photographies et des noms de personnes ou de collectifs LGTBI, pour diffuser leurs coordonnées, ce qui entraîne un grand risque pour leur intégrité et leur sécurité. Certaines personnes identifiées et accusées d'être gays ou lesbiennes, dont la photo et/ou les coordonnées ont été publiées dans des médias, ont été agressées par la suite, leurs domiciles ont été vandalisés en conséquence de leur "outing" (terme utilisé pour définir la révélation de l'orientation sexuelle faite sans leur consentement ou volonté).

Par ailleurs, le rôle des médias est très important d'un point de vue négatif, car ils donnent la parole et servent de tribune, de haut-parleurs, aux personnes et leaders

religieux extrémistes qui ont des positions très arrêtées contre la diversité sexuelle et de genre et qui **répandent des discours de haine** envers cette communauté à travers les médias : presse écrite et télévision.

Dans ce sombre contexte, nous remarquons une **initiative qui apporte un peu de lumière** et qui semble inverser la tendance dans la façon de réagir de certains médias : la mise en place il y a trois ans d'un **groupe de travail et de dialogue** qui a comme objectif d'aborder et de dénoncer les préjugés et stéréotypes envers la diversité sexuelle et de genre, auquel ont participé des leaders religieux, des représentants des médias et des jeunes leaders.

Dans cet espace, a été abordé le sujet de l'acceptation du collectif LGTBI, et il semble que des résultats positifs commencent à apparaître, car la presse commence petit à petit à changer le discours et la manière dont sont traitées les informations en rapport avec les personnes LGTBI. Le travail avait démarré avec l'analyse d'articles de presse abordant le sujet, et ils ont vu que pratiquement tous étaient insultants ou tenaient des propos négatifs. Grâce à ce travail, un changement de tendance commence à s'apercevoir dans le traitement de ces sujets dans des articles où les mots sont respectueux, sans insultes, et même où les personnes LGTBI ont une voix, peuvent s'exprimer.

Néanmoins, nous devons noter que même si ce changement est très positif, il concerne la presse écrite en français qui n'a pas beaucoup d'influence dans la société sénégalaise. Les personnes interviewées nous ont dit que pour que le changement puisse avoir un véritable impact, il faudrait qu'il se produise à la télévision et dans les médias en wolof.

Au-delà des médias traditionnels, ces dernières années, fruits de la globalisation, les réseaux sociaux ont beaucoup de poids et d'influence pour répandre des informations. Même si les réseaux sont une échappatoire

et un moyen de contact pour beaucoup de personnes LGBTI, souvent, ils sont à double tranchant car les réseaux constituent un outil de surexposition avec des conséquences négatives (persécution...). Comme nous l'avons dit au début de ce rapport, en juillet 2019, les personnes suspectées d'appartenir à la communauté LGBTI ont été exposées, non seulement dans les médias, mais aussi sur les réseaux sociaux. Plusieurs chaînes Youtube et de célèbres influenceurs ont révélé les identités de personnes LGBTI du Sénégal ce qui les a mis en situation de grand danger¹.

E. RELIGION : L'INFLUENCE DU RADICALISME

Au Sénégal on estime qu'à peu près 95% de la population est musulmane (soufi) et 4% chrétienne. Même si le Sénégal est une nation modérée, la religion a un grand poids social :

Comme nous l'a expliqué une personne travaillant dans l'assistance sociale : *"Il ne faut pas oublier que le Sénégal est un pays essentiellement croyant, que le pouvoir religieux est très important et a beaucoup de poids ici. Les musulmans et les catholiques, les chrétiens, suivent les préceptes de religions qui favorisent la reproduction, c'est-à-dire que pour eux il faut avoir des enfants, un homme et une femme doivent avoir des enfants, c'est ça qui est normal. Parmi les normes de la société, nous considérons comme couple, un homme et une femme, c'est accepté par notre culture, par la religion, par la société sénégalaise car c'est*



1 Exemples :

Sur cette vidéo le youtubeur expose des photos et des vidéos de 7 personnes homosexuelles et demande à ceux qui les reconnaissent de partager la vidéo <https://www.youtube.com/watch?v=gXEDA7tVeSI> Xuna TV et Xaalat TV présentent Diadji Diouf comme président d'une association gay mais aussi comme représentant des homosexuels au Sénégal. Ces vidéos ont été partagées sur tous les réseaux sociaux.

https://www.youtube.com/watch?v=CEMqA4ha6_M

Tounkara un célèbre influenceur sénégalais qui vit aux Etats Unis, s'est prononcé au sujet de l'homosexualité en révélant une liste de personnes homosexuelles vivant au Sénégal. <https://www.youtube.com/watch?v=KT4dkcVovi4>



cela qui est normal". Partant de cela, celui qui ne respecte pas la norme socialement établie, est signalé : "Si une catégorie n'est pas dans la norme, bien sûr, il y a exclusion, parce qu'ils ne peuvent pas l'accepter, ils ne le comprennent pas, cela ne fait pas partie de leur culture".

La réalité sociétale et religieuse du pays s'est transformée par l'apparition du radicalisme religieux, un fait récent avec des effets directs sur le rejet des personnes LGTBI.

Il y a quelques années, comme cela a déjà été noté, l'homosexualité était vécue par la société sénégalaise avec plus d'ouverture que de nos jours. L'extrémisme religieux enraine encore davantage les préjugés LGTBIphobiques. Les intégristes islamistes répandent des messages anti-occidentaux et homophobes basés sur des interprétations radicales des textes religieux

qui désignaient les personnes homosexuelles comme "maudites".

Ceci contribue à générer un climat sociétal de violence et de discrimination envers les personnes homosexuelles. Très peu de leaders musulmans et chrétiens sont sensibles à la situation difficile que vivent les collectifs LGTBI. Nous pouvons affirmer que le peu d'entre eux qui n'ont pas d'attitude hostile envers la diversité sexuelle et de genre, le sont par autoprotection, comme en a témoigné l'imam que nous avons pu rencontrer : *"Au sujet des LGTBI, le Coran est clair, le prophète a dit que ce sont des personnes proscrites. Nous ne pouvons pas aller contre le Coran, ni contre Dieu, ni contre ce que le prophète a dit, personne n'oserait. Mais si nous continuons à les exclure, les infections et les maladies vont se propager. C'est pour cela qu'il faut aider la communauté LGTBI, il faut*

accompagner ces personnes, les sensibiliser, pour que les maladies ne se propagent pas dans le pays. Mais comme je l'ai déjà dit, si nous abordons le sujet d'un point de vue médical, nous pouvons aider ces personnes. C'est l'unique voie acceptable".

Cette approche justifie que la DSG ne soit pas reconnue comme faisant partie des droits humains universels car elle est considérée comme hérétique et comme imposée par les occidentaux : *"La religion musulmane est totalement contre l'homosexualité, il est même écrit que les homosexuels seront punis par Dieu. On incite les gens, s'ils connaissent un cas d'homosexualité, à le dénoncer, le battre, le persécuter... C'est très mal vu, c'est pour cela qu'ils vivent à la marge de la société. Par conséquent, il n'y a aucune tolérance vis-à-vis d'eux. Aucune association ni collectif veut travailler avec ces personnes, ils refusent même de travailler avec elles".*

Quelques-unes des personnes interviewées ne sont pas d'accord avec cette approche. Elles affirment que ce positionnement est assez nouveau et qu'avant, par exemple, quand les gens revenaient de la Mecque et faisaient des fêtes, les hommes homosexuels y participaient, les gens les respectaient et il n'y avait pas de problème. Elles disent que cette diabolisation au sein de la société est la conséquence de l'image négative diffusée sur les personnes LGBTBI, liée à la pédophilie, aux maladies et à tous les côtés sombres de la société.

Tout ce que nous venons d'aborder sur la religion est, pour beaucoup de personnes LGBTBI, un véritable obstacle pour pouvoir s'exprimer librement, pour pouvoir vivre tranquillement avec leurs croyances religieuses et leur diversité sexuelle, pour pouvoir être heureuses. Comme nous l'avons déjà affirmé, la religion pèse d'un grand poids sur la société sénégalaise et beaucoup de personnes du collectif sont croyantes. Plusieurs personnes LGBTBI que nous avons rencontrées nous ont

fait part de leur douleur et de leur désespoir face à la "diabolisation" que la religion leur renvoie.

SITUATION DU COLLECTIF LGBTBI : PERSÉCUTION ET INVISIBILITÉ

La situation de stigmatisation, de discrimination et de violence systématique que subissent les personnes LGBTBI, limite la jouissance aux DDH fondamentaux comme l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la propriété privée, à la libre association, à la santé, à vivre dans un environnement sain et sécurisé. La plupart des violences ne sont pas dénoncées en raison du manque de protection juridique, et comme on nous l'a dit, du fait que les victimes sont persuadées que "cela ne servirait à rien de dénoncer".

La première question à se poser est : comment est abordée au Sénégal et dans la majeure partie de l'Afrique le sujet LGBTBI sous l'angle sanitaire, à travers la lutte contre le VIH. Ils utilisent souvent le terme **"population clé"**, qui comprend les PS (personnes en situation de prostitution), les MSM et HSH (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes), les UDI (consommateurs de drogues injectables) et les personnes incarcérées, comme nous a expliqué une personne travaillant dans le milieu médical que nous avons interviewée.

Ce traitement **a contribué à créer une image très limitée du collectif, mettant l'accent et se focalisant sur les hommes uniquement** – prenant seulement en compte les pratiques sexuelles et non les identités – excluant de fait les femmes des programmes, interventions, statistiques, indicateurs et réflexions.

Nous pouvons affirmer que l'utilisation de la terminologie LGBTBI est relativement nouvelle et qu'il reste beaucoup de chemin pour visibiliser les multiples possibilités de vivre les désirs, les corps et les genres, quand l'imaginaire sociétal

dans le contexte sénégalais, ne prend en compte que les hommes gays.

Traditionnellement, on a pensé que le facteur plus important de vulnérabilité dont souffrent les personnes LGTBI était le VIH, en lien avec la pauvreté. Or, les personnes travaillant main dans la main avec le collectif affirment que cette idée est fautive et qu'il faut mettre l'accent sur les violations des DDH que ces personnes subissent. Ceci a permis un revirement dans la manière d'aborder la thématique, en s'appuyant sur la défense du droit à la vie, du droit au logement, du droit à l'éducation, du droit à l'emploi, du droit à la sécurité du collectif et en plus des droits sexuels.

Comme nous l'avons noté en analysant le contexte sociétal dans ce rapport, les violences que subissent les personnes LGTBI les obligent à être discrètes, à ne pas se rendre visibles.

L'**invisibilité** est un des grands problèmes que vivent les personnes LGTBI de Dakar, car elles sont exposées aux violences et à la discrimination. Comme nous l'a expliqué l'imam : *"Ils vivent dans la clandestinité, ils se cachent, ils n'ont pas le droit de parler, ni de montrer qu'ils font partie du collectif LGTBI"*.

Sur ce point, nous voulons souligner un fait qui a attiré notre attention quand nous avons abordé le sujet de l'invisibilité des femmes lesbiennes et de ce que nous entendons par se "rendre visible" dans notre contexte. Nous avons pu observer, qu'en bien des cas, la manière de s'habiller, de s'exprimer, le comportement, par rapport au standard féminin de la société sénégalaise, constituent un niveau important de visibilité.

Le questionnement sociétal interroge une rupture dans les rôles du genre féminin. Par exemple, une femme à Dakar habillée de

vêtements sportifs ou qu'elle ne cache pas des manières de genre masculines, révèle une rupture totale avec le système hétéronormé et patriarcal prédominant imposé par la société. Ainsi, comme nous avons pu l'observer avec plusieurs femmes que nous avons rencontrées et avec lesquelles nous avons travaillé, c'est davantage les attitudes masculines que le fait de se définir ouvertement comme lesbiennes, question très compliquée au jour d'aujourd'hui.

Nonobstant, le fait de vivre dans un environnement si hostile, où de multiples facteurs favorisent la violence et le rejet, rend très compliqué le fait de s'accepter et plus encore, de vivre ouvertement ses désirs, de se montrer publiquement, d'en parler dans l'environnement proche (famille, université, quartier, travail...) et de s'organiser collectivement.

La principale stratégie de survie² que mettent en place les personnes LGTBI est le fait de se cacher, *"se faire passer pour des gens normaux"*, allant jusqu'à se marier comme "couverture", menant une double-vie. C'est un vaste problème car elles sont **condamnées à l'invisibilité** avec toutes les conséquences que cela implique. Plusieurs personnes interviewées nous ont dit qu'être homosexuelle n'est pas un problème à condition de que ce ne soit pas public, que personne ne le sache, ce qui démontre la contrainte de l'invisibilité.

Un sujet récurrent abordé par les personnes interviewées était comment se rendre visibles dans un contexte si LGTBIphobique, sachant que cela les exposerait à des violences, des agressions, des discriminations, un rejet sociétal et familial... Au Sénégal, la sexualité est vécue comme un sujet intime et, en règle générale, on ne parle pas en public de relations sexuelles ni du désir. Les gestes affectueux sont réservés à la sphère privée et le mot homosexualité "ne

2 Livre sur les stratégies pour affronter les délits de haine - *Estrategias para hacer frente a los delitos de odio por OSIG, ALDARTE*, 2018. <https://kooperaldarte.org/wp-content/uploads/2018/10/INT-Aldarte-Castellano-Digital-1.pdf>

peut même pas être prononcé". Malgré cela, les personnes LGBTI sont conscientes que l'invisibilité est un prix très cher à payer, qui les empêche de vivre pleinement et librement.

Comme nous l'avons signalé dans le paragraphe sur le contexte, une des plus grandes difficultés des personnes LGBTI par rapport à la visibilité est le problème dû aux médias répandant la LGBTIphobie et les conséquences directes que ceci implique. Le risque pour leur sécurité et leur intégrité qu'implique la publication, par un média, d'un nom d'une personne appartenant à un collectif LGBTI ou d'un lieu de réunion, constitue un grave risque, fait qu'elles vivent dans la peur et dans l'angoisse.

Pour fuir la persécution et les violences subies, une autre stratégie utilisée par les personnes LGBTI, est le **déplacement (mobilité géographique)** à l'intérieur du pays et vers d'autres pays.

Une des femmes interviewées a dû fuir de chez elle, et contrairement à l'idée reçue que les grandes villes permettent de vivre librement sa propre sexualité, elle nous a dit que, dans son cas, le déplacement à une zone rurale, Thiès, lui avait permis de vivre plus librement : *"J'ai beaucoup plus de liberté quand je suis à Nbour, je peux sortir quand je veux, mais à Dakar je ne pouvais pas"*. Elle dit que comme c'est un petit village, les gens la regardent moins.

Nous avons aussi eu l'opportunité d'interviewer un couple de lesbiennes demandant l'asile au Sénégal. Elles sont arrivées ici pensant que le contexte était plus ouvert que dans leur pays d'origine, la Côte d'Ivoire, et elles nous ont dit s'être senties comme *"dans un piège"* car dans leur pays, même si elles étaient rejetées, au moins elles pouvaient parler, tandis qu'au Sénégal c'est inimaginable. Si paradoxal que cela puisse paraître, pour elles, le Sénégal est un pont pour leur demande d'asile pour diversité sexuelle et de genre. Leur intention est de quitter ensuite le Sénégal et de pouvoir,

sur la base des accords internationaux de protection, se déplacer vers un autre pays où elles pourront vivre librement.

Même si le contexte est clairement défavorable, le constat et l'objectif des personnes LGBTI du Sénégal est de continuer à lutter pour défendre leurs droits, et elles nous ont dit qu'elles **"peuvent rêver"**, qu'il y a de petites lueurs d'espoir de liberté. Par exemple, on réalise des mariages symboliques entre personnes LGBTI et lors de ces cérémonies, on célèbre leur désir. De plus, ces personnes nous ont dit que dans certaines discothèques et certains locaux fréquentés par des jeunes, elles peuvent se retrouver et rencontrer d'autres personnes, ce qui est un pas en avant.

ASSOCIATIONNISME

Au Sénégal, le mouvement associatif LGBTI a évolué très significativement, plus spécialement autour de la capital, Dakar.

Tout d'abord il faut souligner que plusieurs organismes ont été créés sous couvert de la lutte contre le sida et l'exclusion sociale et que, peu à peu, commencent à apparaître des organisations mixtes et non mixtes montées par des personnes LGBTI.

La plupart de ces organisations sont regroupées dans RENAPOC, réseau national composé de 28 organisations travaillant avec des personnes vulnérables. Le réseau fut créé en 2014 grâce à l'appui de l'ANCS - Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (organisme de la société civile sénégalaise). Il s'agit d'un réseau apolitique, laïque et à but non lucratif. Sa principale mission consiste à coordonner les activités des associations créées par la population clé afin de construire une stratégie nationale de lutte contre la discrimination et de rendre effectif l'exercice des DDH, spécialement le droit à la santé.

Au sein du réseau RENAPOC il y a quelques collectifs LGBTI, formés majoritairement par des hommes.

Les violences que subissent les personnes LGBTI sont extensibles à leurs collectifs. Les principaux problèmes rencontrés pour réaliser leurs travaux sont :

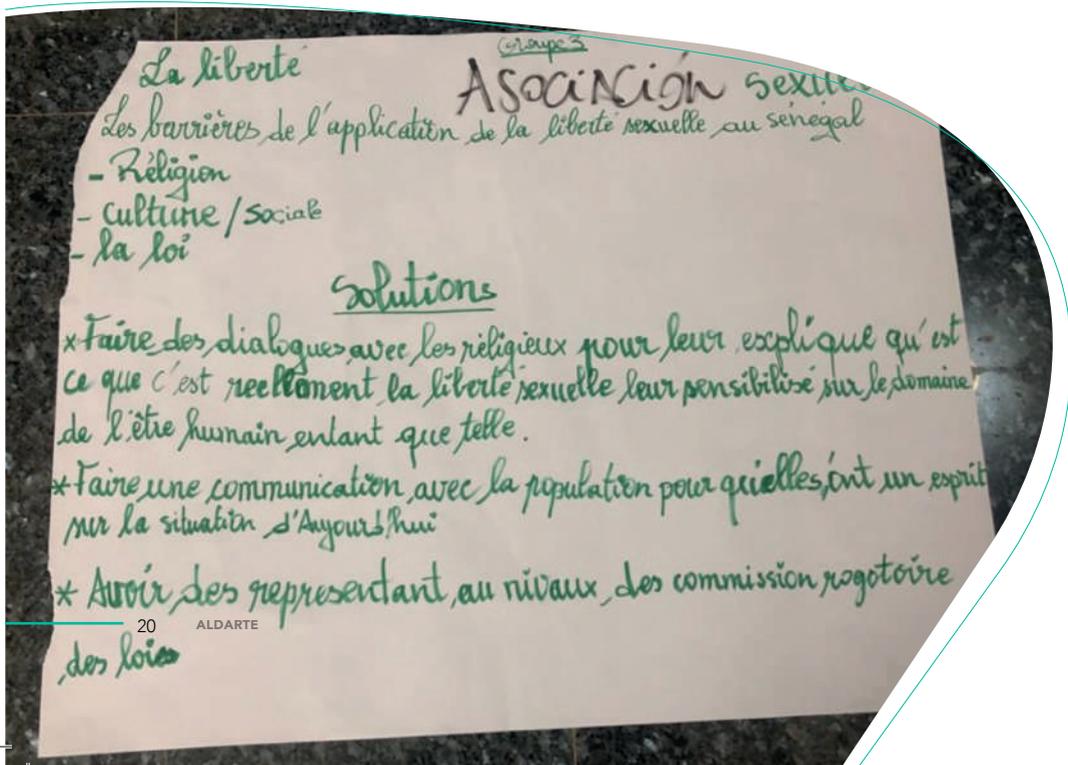
- **Difficulté pour légaliser une association** : concrétisée par le coût économique élevé des démarches administratives nécessaires, par l'excessive bureaucratie et les nombreux obstacles rencontrés du fait d'être une organisation des personnes LGBTI.
- **Manque de locaux** : seule l'une des associations a un espace propre pour se réunir et travailler ensemble pour mener leurs activités à bien. L'année dernière cet unique local a été attaqué, et l'association et ses membres ont

dû fuir le pays et les persécutions.

Il semble impensable qu'une organisation LGBTI soit visible : avec un local, un numéro de téléphone public ou un site web de contact.

Ceci rend très difficile le travail des associations et les empêche de pouvoir accueillir de nouvelles personnes LGBTI (limitant leurs échanges aux seuls réseaux sociaux), verrouillant le travail en réseau.

- **Difficulté pour trouver des lieux sûrs** : pour les personnes LGBTI du Sénégal trouver des lieux où pouvoir se rencontrer et pouvoir s'exprimer librement est très important car, au quotidien, elles sont obligées de se cacher et de vivre une "double-vie". Par exemple, au cours d'une visite à un atelier de travail géré par des femmes, le fait que l'une des nous se nomme et s'identifie ouvertement comme





lesbienne, a produit un tel niveau de nervosité et d'anxiété, qu'elles ont fermé les portes et les fenêtres rapidement, exemple clair de la peur qu'elles ont d'être identifiées, même quand elles sont dans des lieux sûrs.

- **Intromission de l'État dans leurs activités :** l'État s'intéresse de près à ce que font ces organismes, quels sujets sont abordés quand ils se réunissent, qui sont les personnes qui se rendent à ces rencontres, où se déroulent ces rencontres, quand... Souvent les informations sur ces rencontres sont filtrées, ce qui *"impose un frein pour le développement du collectif et un danger, bien sûr ; donc les personnes qui sont engagées ont peur"*.

FEMMES LESBIENNES ET BISEXUELLES : LA NÉGATION DE LA SEXUALITÉ

Quand dans ce rapport nous abordons la situation des personnes LGTBI nous prenons aussi en compte les femmes lesbiennes et bisexuelles, mais nous pensons important leur consacrer un paragraphe spécifique car, comme nous l'avons montré dans ce travail, comme dans d'autres contextes, elles sont pratiquement toujours oubliées. Les obstacles que les femmes doivent franchir dans la lutte pour la reconnaissance de leur sexualité sont :

- **La négation de leur sexualité,** comme témoigne une des femmes interviewées : *"L'homophobie mise à part, il y a quelque chose d'encore plus*

fort qui est la négation de la sexualité des femmes, l'idée même qu'il puisse y avoir des lesbiennes est quasi nulle". Elles sont "invisibles" aux yeux de la société, quand deux femmes se promènent ensemble dans la rue, personne n'imagine qu'elles peuvent être lesbiennes, c'est pourquoi beaucoup d'entre elles **n'hésitent pas à se montrer affectueuses dans certains lieux car "on va penser que nous sommes amies"**.

- La question de la **visibilité et l'invisibilité** est un des thèmes centraux dans leurs réflexions, débats et expériences propres à leur sexualité. Une des femmes interviewées signale *"qu'elle ne la partage pas avec la famille ou les amis, mais qu'elle peut le faire à l'intérieur de l'organisation, de l'association, du collectif car là elle ne craint rien"*; c'est à dire, sa visibilité en tant que femme lesbienne dépend du contexte, de l'environnement où elle se trouve.

Le problème advient quand elles sont identifiées comme lesbiennes ; elles nous disent aussi que le fait d'avoir une apparence masculine **est aussi puni**. Elles sont convaincues que les hommes gays sont mieux perçus que les femmes lesbiennes ou bisexuelles.

- Le **manque de repères pour leur propre acceptation** : elles parlent de la visibilité comme un but ou un objectif à atteindre, mais croient que tout d'abord il faut pouvoir s'accepter. Elles pensent qu'il faut le faire petit à petit, en commençant par les environnements plus proches, car il faut casser ce qui est établi, ce qu'on attend d'elles. Et comme nous l'avons déjà noté, ces ruptures sont "pénalisées".
- Les medias et la police : elles témoignent de détentions arbitraires

du fait de leur expression en genre masculin, faits dont les medias ne parlent presque pas. Elles se plaignent d'être satanisées par les medias qui répandent des discours de haine envers elles.

- Sentiment d'être **oppressées au sein du collectif LGTBI** : elles ressentent le besoin de créer des espaces propres et de travailler l'**identité collective**, un élément essentiel pour renforcer l'estime de soi, la propre acceptation et l'autonomisation. Elles décrivent la force de l'identité collective avec des mots comme : **espace pour partager, en confiance, avec connaissance, complicité, protection, accompagnement, développement du leadership** : *"Ce qui est plus urgent est de rendre le groupe fort, lui donner du pouvoir collectif pour que notre parole puisse avoir du poids, pour pouvoir échanger librement et tranquillement"*.

L'appartenance à un groupe, le fait de pouvoir partager des expériences est très important pour faire face à des situations conflictuelles et pouvoir les aborder collectivement : *"Ici, au Sénégal, il est important pour nous de pouvoir parler et de rencontrer des femmes comme nous. L'objectif de l'association est important car nous pouvons connaître d'autres personnes, parler et échanger sur nos ressentis ce qui fait nous sentir mieux après"*. Une autre femme nous raconte que par rapport à une situation conflictuelle qu'elle était en train de vivre, le fait de prendre contact avec l'association de femmes Kiraay, *"l'avait aidée"*.

En lien avec la visibilité du collectif LGTBI, une femme interviewée appartenant à un de ces collectifs, revendique un point de vue différent : *"La visibilité n'est peut-être pas actuellement la priorité pour la communauté LGTBI du Sénégal, il faut être plus fortes, se connaître, se former... La visibilité viendra après. Ces personnes vivent avec la peur, elles ne sont pas conscientes de*

la force qu'elles ont. Elles ont besoin d'établir leurs propres stratégies pour se rendre visibles, les filles très masculines qui participent à des formations sont déjà en train de mener une révolution du fait de s'habiller ainsi, d'affronter comme cela le monde. Elles doivent prendre conscience de la révolution qu'elles sont en train de mener, c'est cela aussi la visibilité".

Finallement, les femmes disent qu'il y a quelques endroits où elles peuvent se sentir libres; par exemple, certaines discothèques où elles se sentent à l'aise et peuvent s'exprimer telles qu'elles sont. Elles parlent aussi d'équipes de football comme de lieux de rencontre et de

relation entre elles. Elles ajoutent que depuis peu, les femmes se marient ne serait-ce que symboliquement.

PRÉJUGÉS ENVERS LES PERSONNES LGBTI

Dans les ateliers de travail collectif nous avons abordé le sujet des préjugés et stéréotypes constatés à Dakar envers les personnes LGBTI ; la plupart sont des références péjoratives et négatives utilisées par leur entourage. Nous avons élaboré une liste :

Préjugés/stéréotypes envers les LESBIENNES	Garçon manqué, habit d'homme, sauvage, lelelapius (insulte), il lui manque une bonne bite, ni homme ni femme, ça n'existe pas/ invisibles, Guiwine (insulte qu'elles se réapproprient comme gouine).
Préjugés/stéréotypes envers les GAYS	Gordjiguene (insulte en wolof, ni homme ni femme), anormal, pédé, efféminé, lâche, il faudrait les tuer, personnes maudites, tafiaole.
Préjugés/stéréotypes envers les personnes TRANS	Fou, malade, personne ne sait ce qu'ils sont...
Préjugés/stéréotypes envers les personnes BISEXUELLES	Ni hommes ni femmes, ils causent le mal, ils ne savent pas ce qu'ils sont, ni l'un ni l'autre.



Nous pouvons voir que dans l’imaginaire sociétal ce qui est en rapport avec les personnes LGBTI est chargé de préjugés négatifs ; on croit que l’homosexualité “est une affaire du diable” ou “de blancs”, que c’est une maladie, qu’elle peut s’hériter ou se transmettre par contamination. Une des femmes interviewées nous a affirmé qu’elles sont traitées “comme des maudites”, qu’elles “sont une honte pour leur famille” et “que Dieu l’a punie pour être lesbienne”.

Pour changer cette réalité, ces personnes trouvent nécessaire le fait de travailler au niveau communautaire ; de faire un travail de sensibilisation en partant “du bas”, sachant qu’il y a beaucoup de défis à relever qui seront abordés ultérieurement, dans le paragraphe Défis et avenir.

DÉLITS ET DISCOURS DE HAINE : VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS

Dans cette partie, nous allons centrer notre travail sur les violences et discriminations que subissent

les personnes LGBTI à Dakar et à Thiès. À travers les témoignages et le travail de terrain réalisés, nous pouvons connaître les niveaux de violence et les diverses formes de LGBTIphobie qu’elles subissent. Dans des contextes comme le nôtre, il est très difficile d’imaginer encore aujourd’hui ce type de violence.

Il faut souligner que même si nous avons utilisé le titre “délits et discours de haine”, nous sommes conscients que le délit de haine est un concept juridique (défini au niveau international et classifié comme délit dans les règlements juridiques), mais malgré cette précision, nous allons utiliser ce terme comme synonyme des multiples violences que subissent les personnes avec des sexualités, des genres et de corporalités diverses.

Comme l’a signalé une des femmes interviewées : “Ici, au Sénégal, le terme “délit de haine” n’existe pas. C’est trop complexe pour le contexte sénégalais. D’une manière générale, on parle d’agression. De violence. Parce que, concrètement, cela se matérialise par des agressions physiques ou verbales”.

Au travers des témoignages recueillis, on parle d'actes de violence envers des commerces tenus par des gays de la part de leurs voisins ; des mariages forcés quand les familles apprennent que leurs filles sont lesbiennes ; des révélations imposées de la condition de gay à la direction, dans le cadre du travail ; des expulsions lors de funérailles du fait d'être identifié comme gay ; des détentions lors d'une fête de femmes qui ont eu comme conséquence 11 jours de prison ; des arrestations arbitraires de la police du fait uniquement d'être identifiées comme des femmes lesbiennes. Ainsi, par exemple, en 2018 à une des femmes du groupe de travail, on lui a demandé ses papiers et même si elle leur a présenté tous les documents, elle a été arrêtée. Le policier avait dit en arrivant au commissariat, qu'elle avait été arrêtée parce qu'elle était lesbienne, mais le chef de la police lui a donné l'opportunité de s'exprimer. Finalement elle a été libérée et le chef de la police lui a dit que si elle ne causait pas de problèmes, elle ne serait plus arrêtée.

Un couple de femmes interviewé nous a dit : *"Nous avons un fils chacune, ils nous les ont enlevés quand ils ont su que nous étions en couple. Moi, j'ai eu mon fils suite à un viol, ils m'ont dit que j'agissais comme un homme et qu'ils allaient m'apprendre ce qu'est un homme. Ils m'ont violée. Je suis tombée enceinte et j'ai eu mon fils, mais je n'avais pas de travail, ni de ressource pour pouvoir m'en occuper"*.

L'autre ajoute : *"J'ai eu mon fils dans le cadre d'un mariage forcé, que j'ai fui. Ils m'ont enfermée dans une église, pendant deux mois pour soigner mon homosexualité. Ils nous ont harcelées et traitées d'une manière très violente, presque jusqu'à la mort". Sa compagne raconte : "Quand ils ont su que j'étais homosexuelle, j'ai dû partir vivre chez une de mes sœurs, mon petit frère ne disait rien, mais mon grand frère ne l'acceptait pas, il disait que j'étais maudite et la coupable de tous les maux dont souffrait ma famille. Nous*

nous battions souvent, c'est pour cela que j'ai fui, je suis partie vivre avec la femme avec qui je sortais. Mon frère a commencé à nous insulter, les disputes étaient très violentes, même au couteau, au final, la situation était intolérable ; moi je ne voulais pas que mon frère dirige ma vie, qu'il dise ce que je dois faire. Lors de la dernière dispute, tout le quartier est venu nous séparer. Mon frère avait acheté de l'essence pour nous brûler vives. Nous avons décidé de partir, nous ne pouvions plus vivre dans ces conditions; nous étions discriminées, ma famille ne nous respectait pas et il était impossible de leur parler, alors, la meilleure solution était de partir".

L'environnement du travail est un autre espace hostile pour les personnes LGTBI : *"Dans notre pays, il n'est pas possible d'être homosexuelle et de travailler. S'ils savent que tu es homosexuelle, lesbienne, ils disent que tu es maudite et te mettent à la porte, sans aucune explication"*.

PROPOSITIONS FACE AUX VIOLENCES

Face à toutes ces situations de violence, qui se produisent en toutes occasions, vient la question suivante : que peut-on faire pour combattre la violence ? Comment peut-on lutter contre la LGTBIphobie dans ce contexte ? Au cours des rencontres, des interviews et des ateliers de travail avec les collectifs, nous avons pu avancer des idées concrètes et faire des propositions de travail sur **les ressources existantes pour faire face à la violence**.

- Premièrement, il faut préciser que **nous n'abordons pas** le sujet de la violence envers les personnes LGTBI sous un angle **judiciaire**. La perception générale est qu'une plainte pour LGTBIphobie n'a aucune possibilité d'aboutir, d'avoir du "succès". *"Une fille a été victime d'une campagne médiatique qui a*

mobilisé beaucoup de gens. Ces gens sont allés chez elle, ils ont cassé sa porte, ils ont détruit tout ce qu'elle avait à l'intérieur... elle n'a pas déposé plainte pour homophobie, elle ne pouvait pas se déclarer lesbienne. Si le juge avait su qu'elle est lesbienne, l'affaire n'aurait pas abouti”.

Le concept d'un système judiciaire garant de droits n'existe pas à Dakar par rapport à la LGTBIphobie : “le système ou la voie judiciaire, ce n'est pas très important pour ces jeunes car, pour elles, la priorité est de sauver leur peau et sortir de cette situation, car elles peuvent subir des situations si violentes qu'elles mettent leur vie en péril. Elles ont des besoins bien plus urgents, comme quitter ces espaces d'insécurité et de danger. Ces filles sont très seules, et ce qu'elles veulent c'est changer d'environnement, fuir, pour ne plus vivre ces situations”.

- Une des stratégies qu'elles considèrent positive et comme un chemin à prendre, est le **renforcement collectif** : “Aujourd'hui les associations et les réseaux sont en train de se renforcer afin de prendre en charge la santé, l'environnement psychosocial et juridique. Elles ont mis en place un dispositif permettant de porter plainte en cas de viols, et de défendre ces cas. Il faut souligner qu'il a été très compliqué de pouvoir enclencher un tel dispositif. Au départ, nous voulions prendre en charge uniquement les personnes LGTBI, mais c'était trop compliqué donc finalement nous l'avons ouvert à toute la population clé”.
- Au Sénégal il y a un outil assez récent (projet financé par la Mairie de Barcelone) **pour lister des cas de LGTBIphobie**. Il s'agit d'une page web,

nommée “Divas”, d'une application pour Smartphone et d'une équipe de personnes qui font la collecte des données. Cette est une question vitale pour pouvoir faire un diagnostic réel de la situation du contexte de violences que subissent les personnes LGTBI, afin d'exercer davantage d'influence et de pouvoir les dénoncer : “Mais c'est très compliqué pour les jeunes, c'est pourquoi nous collectons des données sur les cas de violence, de discrimination, pour pouvoir les défendre à niveau international”.

- Le **travail en réseau** des organisations et le “bouche-à-oreille” entre particuliers, pour apporter de l'aide dans les cas les plus graves, est un outil très important dans ce contexte, car il peut offrir des espaces pour se réfugier et fuir des situations très graves et violentes. Comme témoigne l'une des femmes interviewées : “Dans les cas de jeunes filles homosexuelles qui vivent des situations difficiles ou sont victimes de violences, des gens leur donnent mon numéro de téléphone ou mon courriel pour qu'elles puissent me contacter directement. Si c'est le cas, je fais d'abord de l'écoute primaire, je parle avec la fille et lui demande ce qu'il s'est passé, quelle est sa situation, quels sont ses besoins et que ce qu'elle veut faire, si elle a besoin d'un avocat, si elle a besoin de quitter le pays, pour essayer de comprendre quelle est sa situation et quels sont ses aspirations, après je la mets en contact avec les divers ressources possibles”.
- L'existence d'associations ou d'organismes qui offrent des **aides économiques**, comme Front Line et Urgent Action Found, est important. “Front Line peut offrir une aide de deux

mille dollars environ, ce qui est bien peu, mais le deuxième organisme peut aller jusqu'à dix mille dollars. Le but est de mettre la fille en contact avec les prestataires pour pouvoir trouver un début de solution à sa situation, ensuite l'organisme et la fille gèrent l'aide et le suivi de sa situation."

Deux des femmes interviewées, demandeuses d'asile au Sénégal, ont bénéficié de ces aides : *"Front Line nous aide, nous avons une aide financière pour trois mois, nous vivons avec cela"* et, comme nous l'avons vu, fuir vers un autre pays est, dans bien des cas, la seule façon d'échapper à la violence : *"Il y a trois filles qui ont eu des problèmes au Mali et elles ont eu l'opportunité de partir vers le Canada et les Pays Bas"*.

Une des femmes interviewées parle d'une autre association, pas internationale, mais locale, Amsher : *"C'est une organisation africaine qui lutte pour les droits de l'Homme, ici en Afrique, et qui a mis en place une stratégie et de l'assistance juridique pour les personnes qui ont subi des violences, des agressions ou des discriminations. Quand il y avait un problème, il n'y avait pas d'avocats, un appui légal qui ose défendre réellement le collectif LGBTI. Mais Amsher prête une assistance juridique quand il y a des problèmes. Savoir qu'on a la possibilité de ce recours permet d'avancer. Maintenant ces personnes ont des alliés"*.





DÉFIS ET AVENIR

Dans ce contexte, face à cette réalité, nous avons demandé aux collectifs et aux femmes lesbiennes et bisexuelles quels sont pour elles les défis, buts et perspectives pour l'avenir. Nous allons exposer leurs priorités, quels sont les sujets à aborder à court et moyen terme :

A) PAR RAPPORT AUX COLLECTIFS LGTBI

1. **Sensibilisation et formation à tous les niveaux afin de combattre les préjugés et les stéréotypes qui ont comme conséquence la violence. Elles soulignent l'importance de créer des espaces de travail en divers fronts sociétaux :**

- “Nous travaillons avec **la police**, avec des **leaders religieux** et aussi avec

des **représentants de l'État**. Nous proposons des apprentissages, des formations pour ces personnes. C'est l'association Kiraay qui s'en occupe dans le cadre des activités du collectif LGTBI, c'est-à-dire, Amsher, Kiraay, toutes les associations qui font partie du collectif. Elle montre aux leaders religieux, aux représentants de l'État ce qu'est le collectif LGTBI, et cela a fait baisser le niveau des violences”.

- “Nous travaillons avec **le personnel médical**. Au niveau **éducatif, associatif, familial**, grâce à ce travail, je pense que les discriminations et les viols peuvent diminuer. Nous faisons aussi de la médiation familiale. Si nous arrivons à bien faire ce travail, nous pourrions peut-être changer les choses, sur tout, l'homophobie, ici au Sénégal”.

- “Il est possible de faire de la **sensibilisation** au niveau **scolaire** par exemple, ou au niveau de la communauté, mais nous ne pouvons pas encore mesurer l’impact, cela sera pour plus tard. Mais au niveau familial, très souvent nous savons que les mères sont au courant de l’orientation ou de la diversité de leurs fils, mais elles ont peur d’en parler, néanmoins, elles les soutiennent”.
- “La première chose que nous devons faire c’est de la **sensibilisation des leaders religieux**, car ce sont eux qui transmettent la voix de Dieu. Leur perception, leur parole, comment ils disent les choses, cela a un grand impact. Ils ont beaucoup d’influence”.
- “Il faut voir comment nous pouvons utiliser les **medias** pour changer la réalité et travailler pour la reconnaissance et la tolérance envers le collectif”.
- Par rapport à la **jeunesse**, elles pensent que c’est un espace fondamental pour la sensibilisation : “Nous voyons bien que la question de la diversité sexuelle touche les jeunes. Et que si nous leur offrons un espace de dialogue où ils peuvent se sentir bien, ils s’intéresseront à la question, ils s’exprimeront sans haine”.

2. Besoin d’avoir des données réelles sur la LGTBiphobie pour une prise de conscience politique et faciliter leur dénonciation. Il s’agirait de collecter des données sur les violences et les discriminations : “Qui sont réelles, visibles, pour pouvoir penser des stratégies d’actions à partir de la réalité”.

Ces personnes et organismes soulignent le besoin de provoquer : “**Une prise en**

compte politique, à travers des sites web d’organisations internationales, pour pouvoir communiquer sur les cas de violences, pour combattre l’impunité, pour montrer comment le gouvernement sénégalais ne garantit pas les droits et la sécurité de tous les citoyens”.

3. Renforcement du collectif LGBTI:

Elles considèrent qu’il faut travailler le renforcement de leurs compétences, et soutenir les collectifs :

“Pour améliorer la situation ici, au Sénégal, ce qu’il faudrait tout d’abord faire, c’est de changer la mentalité de la communauté LGBTI elle-même, car nous ne réalisons pas que nous pouvons avoir des objectifs communs, une lutte unique pour défendre nos propres droits. C’est-à-dire, on parle, on fait, mais on n’a pas un objectif clair pour faire accepter les droits de notre communauté”.

Dans ce sens, elles disent : “Premièrement, nous essayons de renforcer les groupes de femmes. C’est la première chose à faire, travailler avec des groupes de femmes. Les groupes de femmes, au Sénégal, sont isolés, donc ils n’ont pas suffisamment de poids”. “Renforcer leurs compétences et l’estime de soi des personnes LGBT, pour qu’elles soient fières de ce qu’elles sont. Estime de soi, autonomisation...”.

Renforcer le collectif passe aussi par une meilleure organisation et une meilleure capacité à financer les associations, “professionnaliser leur travail”, car elles ont des difficultés pour trouver les moyens économiques permettant de mener des actions et des activités, et parce que la plupart du travail se fait de manière bénévole.

4. Changements juridiques : même si elles perçoivent cette question comme

compliquée, elles considèrent comme très important de changer le code pénal qui pénalise l'homosexualité :

"Par rapport aux lois, il faut essayer de penser comment modifier la loi, certains articles pour changer les choses".

"L'important est de changer les lois pour changer les mentalités. S'il y a des lois qui pénalisent l'homosexualité, les gens s'appuient dessus pour justifier leur homophobie".

"Je crois que c'est important, mais pour moi, changer les lois l'est aussi, c'est ce que j'ai appris de mon expérience personnelle. Même si la priorité est de normaliser et de travailler contre la stigmatisation, mes parents (EEUU) avant le changement des lois, avaient une posture très conservatrice, mais une fois les lois changées, ils ont vu que tout allait bien".

B) PAR RAPPORT AUX FEMMES LESBIENNES ET BISEXUELLES

- Les axes de travail prioritaires par rapport aux femmes lesbiennes et bisexuelles se basent sur : **leur propre renforcement, le travail sur l'auto acceptation, la lutte contre les préjugés et les stéréotypes à leur propos**, et l'expression de demandes et besoins plus concrets, au-delà du collectif : *"renforcer les compétences des femmes. Plus elles connaîtront leurs droits, mieux cela sera. C'est important. Avant de lutter, il faut assumer, savoir ce que nous sommes, où devons-nous nous situer, pourquoi luttons-nous, mais aussi connaître les lois et la Constitution de notre pays. Savoir comment tu peux faire, tes droits et tes devoirs".*

- Les femmes montrent leurs besoin d'aborder des sujets comme : **la violence à l'intérieur des couples, le travail d'éducation et santé sexuelles** afin de combattre le préjugé et les doutes sur l'autonomie sexuelle des femmes, **comment toucher d'autres femmes lesbiennes** (celles qui ne sont pas dans des collectifs...) pour connaître leurs besoins et revendiquer *"le droit à l'orientation sexuelle"*.
- Elles demandent aussi à continuer le travail de **self défense comme outil pour lutter dans les situations de violence**. Une des femmes interviewées nous disait : *"La violence a plus ou moins baissé. Pourquoi ? Parce que nous faisons un travail d'accompagnement très important surtout avec des femmes, des filles, pour qu'elles évitent les lieux publics, mais aussi sur l'estime de soi"*.
- Enfin, elles ne veulent pas renoncer au travail sur **la visibilité**, comme le souhaitent les femmes lesbiennes et bisexuelles de Dakar et de Thiès : *"pouvoir participer à des activités et se rendre à des manifestations sans peur"*.

Certaines personnes interviewées et certains collectifs interviewés, considèrent que le travail qui est fait en faveur de la DSG commence à porter ses fruits et il commence à y avoir un début de changement dans la façon de percevoir l'impunité de la part de la société quand elle exerce des violences envers les personnes LGTBI : *"Les violences exercées sur les communautés LGTBI ont diminué, réellement, vraiment. Parce que les gens savent de plus en plus que s'ils sont violents avec une personne LGTBI, ils auront affaire à la police, car cela a des conséquences. La société le sait, et le sait très bien, elle l'a bien compris."*

CONSTRUIRE DES RELATIONS SAINES

- CONFIANCE, ÉVITER LA JALOUSIE
CONFIANCE VS JALOUSIE
- + COMMUNICATION ← ÉCOUTER
SE PARLER
RESPECTER
- NON AU PEUR D'ÊTRE SEULE
- COMPLICITÉ : SE COMPRENDRE SANS SE PARLER
- comment ?
- FRANCHISE "Si je suis avec toi
c'est parce que je veux
être avec toi"
- ÉGALITÉ
- FAIRE PREUVE D'EMPATHIE
- COMPRENSION
- RESPECTER L'ESPACES DE

CONCLUSIONS

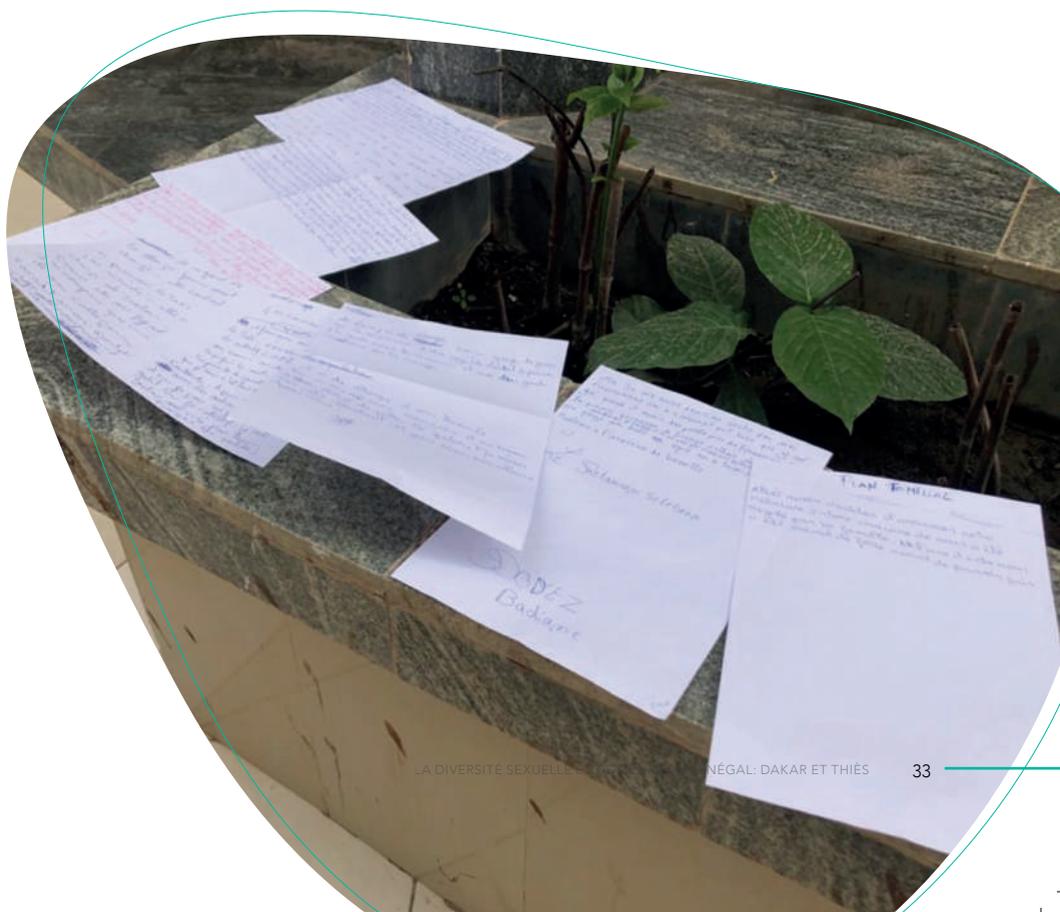
- Le collectif LGTBI est en train de subir un grand revers en matière sociétale et de droits; les dernières années et les derniers mois ont été compliqués pour les personnes LGTBI du Sénégal. Le contexte général est hostile et plonge ces personnes dans une situation d'insécurité constante.
- Le pouvoir politique a été, en bien des occasions, le propagateur et le haut-parleur pour répandre et légitimer un discours de haine de certains milieux, comme le radicalisme religieux, ce qui a contribué à créer un climat de rejet envers les personnes LGTBI.
- La diversité sexuelle et de genre est considérée comme quelque chose de très négatif ; au sein de la société, il y a une assimilation entre l'homosexualité et la propagation du VIH, de la pédophilie et de la délinquance ; la "diabolisation" est le fruit de l'influence religieuse radicale, et l'homosexualité est perçue comme quelque chose "d'occidental" qui vient de l'extérieur et qui leur est imposée. Cette dernière question génère beaucoup de rejet car le Sénégal est engagé dans un processus de recherche d'une identité nationale et africaine dans le cadre d'un processus global, notamment de lutte contre le néocolonialisme, ce qui a des conséquences directes et très

négatives pour le collectif LGBTBI : de la stigmatisation, de la persécution et de la violence, à tous niveaux.

- Le traitement sensationnaliste de tout ce qui est en rapport avec les personnes LGBTBI depuis environ 10 ans a favorisé l'exposition publique de ces personnes et répandu une image très négative de l'homosexualité, avec beaucoup de préjugés et de stéréotypes envers le collectif LGBTBI.
- Les réseaux sociaux ont un grand poids et une forte influence, mais à double tranchant. D'un côté, ils sont un outil de grande diffusion et portée sociétale mais ceci entraîne aussi une grande insécurité pour les personnes LGBTBI, liée à la surexposition négative; et de l'autre côté, ils sont un moyen de contact et de socialisation pour elles.
- La religion exerce une grande influence sur la société sénégalaise, et la radicalisation de certaines postures contre la diversité sexuelle et de genre du milieu religieux a une influence très négative car elle génère un important rejet sociétal envers les personnes LGBTBI, qui se traduit par de la violence.
- Les stigmatisations, discriminations et violences systématiques que subissent les personnes LGBTBI limitent leur accès aux droits sexuels fondamentaux, comme l'accès à l'éducation, à l'emploi, à la propriété privée, à la libre association, à la santé et à pouvoir vivre dans un environnement sain et sûr. La plupart de ces violences et discriminations ne font pas l'objet de plaintes par manque de protection juridique et au fait qu'elles sont convaincues "que cela ne servira à rien".
- Le fait de vivre dans un contexte si hostile, où de multiples acteurs favorisent la violence et le rejet, a comme conséquence qu'il est très compliqué de pouvoir s'accepter et encore plus, de vivre ouvertement son orientation sexuelle, de se montrer publiquement, d'en parler dans l'entourage proche (famille, université, quartier, travail...), mais aussi le fait de s'organiser collectivement.
- Ce contexte hostile diffère quant à l'impact sur les hommes ou les femmes. Le sexisme de la société sénégalaise se trouve dans un imaginaire collectif incapable d'entrevoir l'existence de femmes pouvant désirer d'autres femmes.
- La réalité LGBTBI est fondamentalement masculine, le lesbianisme est totalement invisibilisé, c'est pourquoi un des défis des luttes pour la diversité sexuelle et de genre au Sénégal est de travailler à renforcer l'identité collective des femmes lesbiennes et bisexuelles.
- Les femmes lesbiennes et bisexuelles, par rapport aux hommes gays, sont soumises à des contrôles sévères de la part des familles et de la société. Les violences qu'elles subissent sont très spécifiques : viols curatifs ou soustraction de leurs enfants.
- Le travail fait en faveur de la DSG commence à apporter des résultats, et même si c'est encore lent, il commence à y avoir des signes de changement dans la perception du sentiment d'impunité par la société quand elle exerce des violences envers les personnes LGBTBI.

ANNUAIRE DES ORGANISMES DDH-LGTBI

- RENAPOC
- KIRAAY
- EVA +
- FAGARU
- AIDES-SENEGAL
- AIDS
- PAC-DH
- KARLENE
- ADAMA
- AND LIGGEY
- PRUDENCE
- SOURIRES DES FEMMES
- XAM XAMLE
- YEWU YWTW



BIBLIOGRAPHIE

Rapport "Homophobie d'État" (ILGA 2017, 2019)

<https://ilga.org/downloads/2017/ILGA_Homofobia_de_Estado_2017_WEB.pdf>

<https://ilga.org/downloads/ILGA_World_Homofobia_de_Estado_Actualizacion_Panorama_global_Legislacion_diciembre_2019.pdf>

Article "Sénégal : les grands discours, mais les actes ne suivent pas". 31^{ème} session du groupe de travail, novembre 2018. (Amnesty International).

Livre sur les stratégies pour affronter les délits de haine - *Estrategias para hacer frente a los delitos de odio por OSIG*, ALDARTE, 2018.

<<https://kooperaldarte.org/wp-content/uploads/2018/10/INT-Aldarte-Castellano-Digital-1.pdf>>

AA.VV.: "Principes de Yogyakarta. Principes sur l'application de la législation internationale concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre".

"*Principios de Yogyakarta. Principios sobre la aplicación de la legislación internacional de derechos en relación con la orientación sexual y la identidad de género*". dit. ALDARTE. Bilbao, 2010

<http://www.aldarte.org/comun/imagenes/documentos/Principios-de-Yogyakarta_CAS.pdf>

AA.VV.: Presse sénégalaise

Rapport trimestriel de la situation LGBTQI au Sénégal (juin - août 2019) PAR DEFENDER

Rapport sur les DDH au Sénégal 2018 (Département d'État des EEUU)